

MUNGONGO

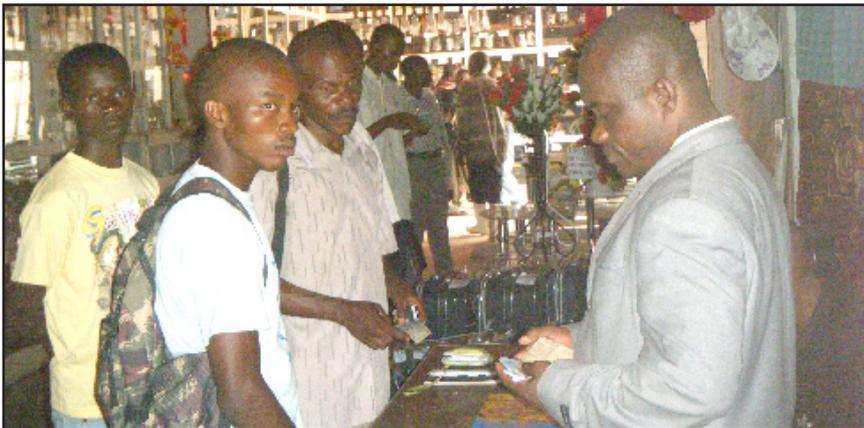
Bimensuel : 12 août 2009

N° 2 : 200 FC



Les commerçants chinois révolutionnent le petit commerce

Travailleurs, rigoureux, ingénieux, les commerçants chinois qui arrivent à Kisangani depuis 10 mois ont vite pris leur place sur le marché local où ils proposent des produits à des prix très attractifs. Ils dynamisent ainsi le petit commerce et incitent les commerçants locaux à être



Credit photo : photo Mungongo

Il est 8 heures. A pied ou sur des Toleka, les Chinois se hâtent d'arriver à leurs boutiques. Accompagnés de deux ou trois travailleurs congolais, ils décaissent les portes de leurs magasins. Très vite, ceux-ci sont bondés de clients attirés par les prix défiant toute concurrence des produits chinois : stylos à bille, lampes torche, rallonges électriques, sacs dames, sandales... Les tables en verre qui coûtent 250 \$ ailleurs, se vendent entre 65 à 70 \$ selon la taille. «J'ai acheté cinq cravates à 5 \$, au lieu d'une seule de même marque auprès d'autres commerçants», témoigne un journaliste de Radio Okapi.

Ces produits à bas prix sont une aubaine pour les populations surtout de l'arrière province. Avec peu d'argent, on peut avoir ce qu'on veut. «Les Chinois vendent des articles à la portée de notre bourse, bien que d'une durée éphémère», constate Diba Emmanuel, un client rencontré aux établissements Sinaco. Même si la mauvaise qualité de ces produits est souvent décriée par les consommateurs, ceux-ci se ruent

dans les magasins des Asiatiques.

Ce succès et ces prix imbattables, les Chinois le doivent à leur travail rigoureux et intense qui étonne les Boyomais. Ils tiennent pour la plupart eux-mêmes la caisse. La facturation et la livraison des marchandises sont laissées aux Congolais. Pour les petits achats, ils vendent directement sans faire de facture. Ils sont aussi au four et au moulin pour aménager leurs magasins : marteau ou tournevis à la main, ils réparent les plafonds et installent les étagères pour exposer leurs marchandises. Ce que ne font pas les commerçants libanais, indiens et congolais.

«Je suis surpris de voir les blancs transporter, qui un sac sur la tête, qui un carton en mains, sans gêne», s'étonne un agent de l'Office des douanes et accises (OFIDA), marqué par l'attitude de ces nouveaux venus qui leur vaut des surnoms comme «tous travaux» (hommes à tout faire) ou «patron mugumu» (chef pauvre), de la part des habitants. Pour Clovis, un commerçant congolais, responsable des établissements Maison Internet, qui vend aussi des produits provenant d'Asie, «cela réduit le coût de revient de la marchandise et ainsi on peut vendre moins cher».

Actifs, les Chinois sont aussi rigoureux quant au respect des normes de service. «J'ai été blâmé pour avoir perdu une pile de test lampe torche ou pendule», explique Moussa, un ouvrier. «Les Chinois travaillent trop et ils nous font aussi beaucoup travailler. Pour un grand magasin comme celui-ci, nous ne sommes qu'à trois», ajoute-t-il.

Autre atout : contrairement aux autres commerçants qui préfèrent toujours s'installer au centre-ville, les boutiquiers chinois placent la plupart de leurs magasins aux carrefours qui relient le centre aux communes périphériques. C'est le cas du rond-point SGA, pour desservir les communes Tshopo et Mangobo. Au parking Lubutu pour les habitants de Kabondo. Ceux qui viennent de la rive gauche du fleuve Congo sont servis juste à l'entrée de l'avenue de la Rtncc.

En ordre avec l'Etat

Cette façon de travailler des Chinois change l'image du commerçant patron, toujours chic, qui dépense pour montrer aux gens qu'il a beaucoup d'argent. «Maintenant nous allons nous inspirer des autres pour travailler selon les réalités du moment», pense Vuvuya Paluku, fournisseur local de produits asiatiques. Le dynamisme de ces nouveaux venus et la concurrence qu'ils font aux magasins existants ont, depuis près de 10 mois qu'ils arrivent en ville, insufflé un nouveau dynamisme au petit commerce.

Les Chinois sont aussi appréciés par les services du fisc, car ils s'acquittent sans problème des taxes. Contrairement à ce que pensent souvent les habitants, les marchandises des Chinois n'en sont pas exonérées. «Les Chinois sont rigoureux, ils viennent eux-mêmes à temps payer leurs impôts en évitant toute confrontation avec les agents recouvreurs», explique Raphaël Wembolua, employé à la Direction générale des impôts. «Leurs marchandises passent par le port de Matadi. C'est là qu'ils payent la taxe d'importation ou les autres taxes comme le prévoit la législation douanière», affirme Kasongo, secrétaire à l'OFIDA.

Daniel Lokulu

A LIRE EN PAGE...

1 Les commerçants chinois révolutionnent le petit commerce

2 Habiter des bureaux de l'Etat

3 La ville se rénove mais dans le désordre

4 La vente des parcelles divise les héritiers

Habiter des bureaux de l'Etat...

De nombreux bureaux de l'Etat du centre-ville de Kisangani servent en même temps de maisons d'habitation. Ils hébergent des agents démunis et des familles qui louent des pièces aux responsables des services. Ce qui est formellement interdit.

Cris et pleurs d'enfants, bruits de tâches ménagères, musique, habits étalés à même le sol à l'entrée des bureaux : c'est le spectacle qu'offrent certains bureaux de l'Etat de Kisangani aux visiteurs. Les bâtiments de la division de la Culture et des arts, de la Division de l'Agriculture, du service des Anciens combattants, de la prison centrale et celui de l'Office congolais des postes et télécommunications (OCPT) sont particulièrement frappants. A la Division de la Culture et des arts, certains bureaux sont fermés. On y loge des familles ou on y garde des meubles, peut-on constater. Les responsables et les occupants, méfiants vis-à-vis de la presse ne répondent guère aux questions.

Destinés à abriter les bureaux des services, ces locaux servent actuellement de résidences, d'une part, pour des agents impayés et démunis incapables de louer une maison et, d'autre part, pour des locataires payants. Ceux-ci sont devenus des sources des recettes pour les agents de l'administration. Certaines pièces de ces bâtiments se transforment en chambre à coucher après les heures de service. «Ici dans notre bâtiment, c'est la famille de la sentinelle qui loge dans cette cellule», témoigne un agent de la Division de l'Agriculture. Selon certains responsables de

ces services, il leur est difficile de les chasser car la plupart sont des fonctionnaires sans moyens.

Vivre en ville à tout prix

«Près de quarante familles habitent la cave de mon institution. On y trouve aussi un atelier de couture, un restaurant, un cabaret...», déclare Joël Liambenge, chef des ressources humaines de l'OCPT, qui affirme ne pas savoir de qui ces gens reçoivent le droit d'habiter ces locaux. Les conditions sanitaires et hygiéniques y sont cependant déplorables. Humidité, eaux stagnantes, ordures en plein air, odeurs et chaleurs suffocantes : c'est dans cet environnement que travaillent les agents et vivent les locataires. «Nos WC, placés au premier niveau à côté des bureaux, ne sont accessibles qu'après les heures de service (de 18 h à 7 h 30, ndlr)», témoigne l'épouse d'un fonctionnaire de l'Etat, habitant la cave de l'OCPT. La vie y est aussi exempte de toute intimité car seuls des nattes, des bâches et des tissus séparent les chambres.

Selon Rav Likula, chef de bureau à la Division de l'Urbanisme et Habitat, lors du contrôle des maisons de l'Etat effectué l'année dernière, certains cadres de l'administration publique ont indiqué que

ce sont des membres de la belle famille de leur fils et filles qui habitent avec eux.

Louer des locaux de l'Etat

Pour ces gens, ces lieux offrent l'avantage d'être situés en centre-ville où l'électricité et l'eau sont disponibles. Ce qui leur permet d'exercer certaines activités lucratives pour subvenir à leurs besoins. «Ici il y a l'eau et l'électricité en permanence. Mes activités de vente d'eau et de jus tournent mieux. Je ne peux que supporter ces conditions, témoigne Faïda Bibi, une locataire à la cave de l'OCPT. Quoi de plus normal que d'habiter le centre-ville avec un loyer mensuel de 20 \$ et de bénéficier de ces avantages...

Les maisons d'habitation des cadres et agents de l'Etat aussi sont parfois compartimentées pour y mettre des locataires. Très peu de responsables se préoccupent cependant de l'entretien de ces maisons, qui, de jour en jour, cèdent sous le poids de l'âge. «Pendant cette période de crise économique où le salaire des agents de l'Etat tarde souvent à arriver, l'argent qu'on paie, aide notre bailleresse à nouer les deux bouts du mois», ajoute dans l'anonymat un locataire.

Cependant Rav Likula précise bien qu'il est strictement interdit de sous louer le patrimoine de l'Etat. «Au début de cette année, ajoute-t-il, le gouverneur de province a instruit chaque responsable de services de l'Etat de faire partir tous ses occupants.»

Rose Safi

Actualités

Media

Le 5 août, en marge de la Journée nationale de liberté de presse célébrée le 22 juillet, le président de l'Union nationale de la presse du Congo, section de la province Orientale, Flory Ngongo, a fait un état des lieux de la liberté de presse. Selon lui, les interpellations et les menaces à l'endroit des journalistes, qui peuvent plus facilement présenter plusieurs opinions sans faire l'objet de harcèlement, diminuent. Il déplore cependant l'immixtion de certaines autorités et personnalités dans le traitement des informations, les brutalités exercées par les forces de sécurité sur les journalistes ainsi que des appels téléphoniques anonymes assortis de menaces.

Flory Ngongo a aussi dénoncé les moutons noirs des médias qui accusent leurs confrères auprès des autorités pour s'attirer des faveurs. Enfin, l'UNPC lance un appel aux journalistes qui, faute de salaire sont

contraints au coupage qui fausse l'information, pour qu'ils abandonnent cette pratique car mieux vaut vivre pauvre mais digne.

Justice

4 août, transfert à la prison d'Osio du deuxième groupe des bandits communément appelés «Kuluna» (79 personnes dont des femmes) condamnés à Kinshasa en attendant leur transfert définitif à la prison d'Ekafela dans la province de l'Equateur. Un signal fort pour certains jeunes de Kisangani qui se livrent à des actes de barbarie.

Le Président de la République vient aussi de révoquer plus de 1000 cadres et agents de la Fonction publique accusés de mégestion et détournements de fonds parmi lesquels l'ordonnateur délégué de la province Orientale, qui avait refusé de répondre à l'interpellation de l'Assemblée provinciale, en janvier, pour détournement des salaires des agents de l'Etat, ainsi que le médecin inspecteur provincial

de la Santé.

Route

Lancement le 2 août des travaux de réhabilitation de la route Kisangani-Banalia-Buta-Bunduki, long de 626 km, sur financement de la Grande Bretagne et de la Banque mondiale. D'ici trois à quatre ans, cette route permettra de désenclaver la zone pastorale du district de Bas Uélé et surtout reliera Kisangani à la république Centrafricaine en passant par la province de l'Equateur.

Deux jours plus tard, le chef de l'Etat, Joseph Kabila, a donné le coup d'envoi de l'asphaltage de la route Beni-Kisangani. Dans un premier temps 60 km à partir de Beni seront goudronnés.

Fiscalité :

27 juillet : publication de l'arrêté du gouverneur sur le droit de péage des véhicules et motos qui empruntent les routes de la Province Orientale. Le tarif tient compte de la catégorie d'engins, de leur charge ponctuelle, de la nature de la route et

de la distance. 70 % de ces recettes seront affectées à l'entretien des axes routiers. En cas de non paiement, les agents de la Direction des recettes de la Province orientale saisiront l'engin et infligeront une amende équivalant au double du tarif. Sont exonérés les véhicules appartenant à l'Etat et aux Nations Unies, les humanitaires, les confessions religieuses, les ambulances et corbillards.

Sport

Olympic Club Kitumaini, champion de l'Entente Urbaine de football féminin, édition 2009. Chez les garçons c'est l'impasse, depuis le départ de la délégation de la FECOFA. Qui de Nika ou Malekesa va représenter la ville au championnat provincial. En basket, c'est B C The Young et Etoile d'Or de Kisangani chez les messieurs et B C Malekesa chez les dames qui représenteront la province au championnat national prévu du 20 au 30 août à Lubumbashi.

La ville se rénove mais dans le désordre

Des hôtels, des centres d'accueil, des villas... financés par des privés poussent partout dans les six communes de Kisangani. Mais fréquemment sans respect des normes urbanistiques, car les parcelles sont trop souvent attribuées en fonction de critères politiques et non administratifs.

C'est une nouvelle cité qui se construit le long des avenues qui se déversent sur le bâtiment administratif du gouvernorat de la Province Orientale. Un nouvel hôtel en étage vient d'être achevé sur le boulevard qui mène vers le collège Maele. Juste derrière, un centre d'accueil à étages aussi, plus élevé que le premier est en voie d'achèvement. De nouvelles constructions, on en trouve un peu partout à travers la ville. Celle-ci se renouvelle au fur et à mesure non seulement au centre urbain mais également dans les communes périphériques. D'un air satisfait, Georges Kamoni, bourgmestre de la commune Makiso estime que «c'est l'étape de la reconstruction... le désenclavement de la ville améliore de plus en plus les conditions de vie de la population».

Des commerçants, des autorités politiques, des travailleurs des agences des Nations Unies, des directeurs d'entreprises participent à cette rénovation de la ville. «De nos jours, les diamantaires préfèrent investir dans l'immobilier parce que le diamant ne produit pas autant qu'une maison mise en location», estime Christelle Midesu, voisine d'un négociant de diamant qui remet en état une ancienne maison sur l'avenue du 30 octobre.

«Cette mutation est favorisée par ce qui s'observe dans d'autres villes du pays à l'exemple de Goma, Bukavu et Butembo», déclare Mabumi Bebel, conservateur des titres fonciers à Kisangani. Marc Mayembe, superviseur dans un chantier de construction derrière le gouvernorat ajoute qu'il est nécessaire de détruire les vieilles bâtisses du centre-ville et les attribuer à ceux qui peuvent bâtir une ville moderne.

Dans la commune Makiso, siège des institutions publiques, à côté de ces



Crédit photo : photo Mungongo

nouvelles constructions, on trouve toujours d'anciennes bâtisses de l'époque coloniale qui semblent prêtes à céder sous le poids de l'âge avec leurs murs fissurés et ternis par les eaux, où poussent des algues, et leurs toits couverts de végétation.

Des quartiers sans routes

Mais ces nouveaux bâtiments se construisent souvent dans la plus grande anarchie. Au quartier Plateau médical au bloc Météo, les maisons sont posées pêle-mêle. Difficile de franchir deux ou trois avenues sans passer dans les parcelles d'autrui à cause de l'étréouissement des rues. «Sur plus de 1000 maisons en construction dans ce bloc, quatre avenues seulement sont tracées alors qu'il en faut une centaine pour faciliter la circulation», estime Blaise Mungindu, chef de bloc Météo. «Après les pluies, les eaux stagnent et bloquent le passage faute de collecteur principal d'évacuation», ajoute François Molulo, chef de quartier adjoint Plateau médical.

Le Conservateur Mabumi constate

que 85% des maisons nouvellement construites dans sa circonscription foncière Kisangani sud (commune Kabondo, Kisangani, Lubunga et secteur Lubuya Bera), le sont sans respect des normes urbanistiques. C'est ainsi qu'un ingénieur qui construit sa maison dans ce quartier s'étonne de voir de nouveaux lotissements qui ne prévoient pas de place pour école, hôpital, marché, terrain de loisir.

«La procédure d'octroi ou de vente des terres n'est pas respectée, note Moïse Tembele, le chef de quartier adjoint plateau boyoma. Les interférences politiques y sont pour beaucoup aussi». «Nous ne savons pas ce que nous pouvons faire là où ce sont les autorités des entités qui ont autorisé... au contraire nous ne sommes saisis que quand il y a conflit. Ce qui rend ardue notre tâche», regrette Akilimali Hippolyte, du cadastre. «Pour rendre plus aisé le travail de la reconstruction de notre ville, estime M. Mabumi, chaque service chargé de lotir et de tracer les routes et avenues doit apprendre à respecter ses attributions.».

Trésor Boyongo

Courrier des lecteurs

Premières réactions à la parution de Mungongo

«J'encourage le travail que vous venez de produire en espérant que le journal ne vivra pas l'espace d'un matin comme les autres». Ilunga, enseignant Unikis.

«C'est une bonne chose. Comment une ville comme Kisangani pouvait manquer d'un journal local digne de ce nom. Je préfère que le journal Mungongo aborde des questions concrètes et proches des populations pour inciter les gens au

changement et au développement». Marien Mwamba, activiste des droits humains.

«En lisant vos articles je n'ai pas envie de laisser tellement ils sont intéressants et bien écrits». Janvier Kapalata, étudiant.

«La maquette est bonne, le papier de qualité appréciable. Je sens dans les écrits que vous pesez les mots employés». Schutche, bibliothécaire

à l'université de Kisangani.

De l'étranger aussi...

«Je suis bouleversé d'apprendre que les étudiants vivent une situation insupportable. Je voudrais bien les aider. Chez qui dois-je m'adresser pour établir les contacts. Je vous écris depuis Las Vegas et je suis originaire de Kisangani». Sala Bwanandeke.

La vente des parcelles divise les héritiers

Des conflits, parfois violents, opposent fréquemment les héritiers lorsque l'un d'eux vend, à son profit personnel, la parcelle laissée par les parents, souvent avec la complicité des agents de l'administration.



C crédit photo : photo Mungongo

Cette parcelle n'est pas à vendre. Ne perdez pas votre argent !». Cette inscription est de plus en plus souvent visible sur les murs des habitations de Kisangani. «C'est pour alerter toute personne qui sollicite notre maison d'abandonner, car on ne peut la vendre qu'avec le consentement de nous tous les enfants», déclare un homme habitant non loin de la Banque centrale du Congo, qui a inscrit cette indication en trois langues (français, lingala, swahili) sur son mur.

Car la vente de ces terrains par un seul des héritiers engendre des conflits sans fin. Mi-juin dernier, les habitants de la 15^{ème} avenue, commune Tshopo, ont assisté à une bagarre rangée entre héritiers d'une même famille. Quatre personnes ont été grièvement blessées, dont une a failli perdre un œil. «Vers 10 heures, nous avons vu notre sœur venir avec 8 policiers et un groupe de jeunes gens. Ils sont entrés directement dans la maison pour jeter tous nos biens dehors», témoigne Lipipa Joseph, l'un d'eux. A ses côtés, Honoré, un autre lève la voix, «c'est moi l'héritier de cette maison que notre tante nous a

laissée, notre sœur veut la vendre sans notre accord. Nos femmes et enfants traînent dans la cour, que ferons-nous? ».

De tels différends sont fréquents dans les quartiers. La méconnaissance de la loi et la convoitise en sont les principales causes. «Les gens ignorent la loi foncière et le Code de la famille qui consacre le droit de succession. A cela, il faut ajouter l'impunité qui ruine notre société», explique Pierre Kibaka, activiste des droits humains. Ce mois de juillet, la société civile a d'ailleurs débuté une campagne de sensibilisation sur la procédure d'obtention des titres des propriétés.

Demande croissante de terrains

Ces ventes frauduleuses se sont multipliées depuis la fin des guerres et la relance progressive de l'économie, car bon nombre de Boyomais sont à la recherche de terrains au centre-ville pour construire. Le prix de la location et de la vente d'une parcelle a grimpé. Il a été multiplié par 10, depuis la tenue des élections en 2006. Les gens qui avaient fui la ville à cause des guerres y retournent et d'autres optent pour venir investir et s'y installer. Dans certaines zones,

les parcelles peuvent atteindre aujourd'hui les 10 000 \$. Ce qui pousse certains héritiers à vendre le bien familial sans le consentement des autres ayants droits.

En cas de problèmes, très peu de gens saisissent la justice. «Ces dossiers sont traités trop souvent au niveau de la coutume», explique Bholimo Bombo, chef de division au Tribunal de grande instance de Kisangani. Cinq plaintes ont été enregistrées depuis le début de l'année. Deux procès ont eu lieu, d'autres sont en cours.

Felly Mwachta, Officier de police judiciaire, témoigne cependant que plusieurs cas d'infractions, «des coups et blessures, destructions méchantes, violations de domicile», enregistrées à la police ont pour origine des disputes sur la mauvaise gestion des parcelles par les héritiers. Comme ce père de famille qui a vendu sa parcelle à l'un de ses deux fils pour se faire soigner. Au retour du second enfant venu de la brousse, ce dernier a vendu à son tour la même parcelle à un tiers.

Les agents des services des titres fonciers, des cadastres et de l'Urbanisme et Habitat ont des responsabilités dans cette situation. «Ils excellent dans la confection de faux et usages de faux», regrette Pierre Kibaka. Il arrive ainsi que deux personnes aient un même titre de propriété. Et surtout ils ne vérifient pas à qui appartient la parcelle en vente ou se font soudoyer pour fermer les yeux. Bebel Mabumi, conservateur des titres fonciers a enregistré cette année, plusieurs plaintes de la population sur les ventes illicites des parcelles et promet de sanctionner ces agents qui se méconduisent.

Dorcas Mayani

Mungongo

Journal école

Editeur, rédacteur en

chef :

Ernest Mukuli

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo Kaya, Daniel

Lokulu, David Malisi, Dorcas

Mayani, Nadia Midesso,

Cosmas Mungazi

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Distribution et marketing :

Jimmy Bakelenge

Tél : (+243) 81 20 06 399,

(+243) 85 356 02 07

Mail : journal_mungongo_

kis@yahoo.fr

Supervision et formation

Syfia International

contact@syfia.info

Tél 33 (0)4 67 52 79 34

Impression : Boyoma

impression

Abonnement annuel (24 numéros) 10 \$, abonnement de soutien 100 \$ minimum payable au journal : 33, Boulevard Mobutu, Commune Makiso, en face de l'AFRACO, Kisangani, Province Orientale.

Points de vente :

Bibliothèque centrale et Cyber café Batam de l'Unikis, Librairie Saint Paul, Gradi-

Jeunes et rond point du canon voir le revendeur fourniture bureau à côté de la station essence.

Avec le soutien du projet franco-britannique Médias pour la Démocratie et la Transparence en RDC